

SOCIETE

À Aix, des quartiers en manque de citoyenneté

Banlieue . Chômage, racisme, discriminations, fatalité : tel est le tableau dressé par une enquête conduite auprès des jeunes des cités en difficulté de la ville provençale.

Aix-en-Provence,

correspondant régional.

« Constat alarmant » : les deux mots clignotent comme des feux de détresse. Ils résument une enquête sur la citoyenneté réalisée auprès de jeunes de cités par l'Acte citoyen, une association d'Aix-en-Provence, née il y a à peine six mois et dont l'objectif est de promouvoir la citoyenneté à l'aide de moyens artistiques et culturels. L'idée de cette plongée est née en novembre. Tandis que les banlieues de France s'embrasent, le calme domine au Jas-de-Bouffan, à Beisson, à Corsy ou à Encagnane. « On a voulu comprendre pourquoi », explique Nabil Sorf, directeur de l'association.

méfiance des jeunes

Autrement dit : y a-t-il dans ces quartiers en difficulté du bel et bourgeois Aix moins de raisons d'explosion qu'ailleurs ? La réponse vient vite : non. Le panel est suffisamment large - 350 jeunes de 18 à 25 ans - pour que les conclusions apparaissent sérieuses. Nabil Sorf rappelle la « méthode » employée : « Nous avons tenu à leur poser les questions en direct. Nous avons aussi essayé d'être le plus représentatif possible en touchant également ceux qui sont "hors cadre". Au début, c'est la méfiance qui dominait. Les jeunes rencontrés se demandaient pourquoi on faisait ça. Puis la parole s'est libérée. » Que révèle-t-elle ? Le fameux « constat alarmant ».

discrimination

Tout d'abord : 51 % des jeunes interrogés se déclarent chômeurs contre 23 % occupant un emploi salarié (15 % sont encore scolarisés). 52 % estiment que leur lieu de vie « laisse à désirer » tandis que 9 % seulement le trouvent « encourageant ».

Question : « Quelles sont pour vous les sources de la violence urbaine ? » Réponses : le racisme à 62 %, la surpopulation des quartiers à 42 %, le chômage à 41 % (1).

Question : « Dans quel domaine avez-vous déjà été confronté à des problèmes de discrimination ? ». Réponses : dans le travail, 37 % ; le logement, 16 %, les

de discrimination ? ». Réponses : dans le travail, 37 % ; le logement, 16 %, les discothèques, 10 %, et dans la vie de tous les jours, 10 %. « Jamais » : 19%.

Après l'état des lieux, l'enquête interroge leur rapport à la citoyenneté. Pour 52 % des personnes interrogées, la citoyenneté c'est « le respect », surtout de la part des institutions. Le devoir électoral arrive loin derrière (24 %). D'ailleurs, 80 % ne possèdent pas de carte d'électeur. Et seulement 28 % ont déjà participé à des revendications afin de faire valoir leurs droits. « Le pire, c'est qu'ils ont le sentiment que ça ne sert à rien, décrypte le directeur de l'association. Ils ne voient pas ce que cela peut leur apporter individuellement. L'image qu'ils ont des responsables politiques renvoie aux promesses non tenues et à leur présence uniquement pendant les campagnes électorales. L'expression "les bandits" revient également souvent. » Le ressentiment est le plus fort à l'égard des « autorités locales » (la municipalité est dirigée depuis 2001 par Maryse Joissains, UMP) sur lesquelles 74 % des jeunes sondés portent un « regard négatif ».

« Le centre d'attention de la grande majorité des jeunes, c'est : "aujourd'hui, on galère ; demain, on va voir comment galérer moins", analyse Nabil Sorf. Pourtant, lorsqu'on ouvre le débat avec eux sur la façon de faire reculer la violence, lorsqu'on leur demande de faire des propositions, ils se sentent pris en considération et ils parlent, s'engagent, proposent. On a fait le constat. Maintenant, on veut que les jeunes apprennent à parler "collectif". »

(1) Plusieurs réponses étaient possibles.

Christophe Deroubaix